

SEAN CLEARY

Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd

Robert DOSSOU

Sans perdre de temps, je vais donner la parole à Monsieur Sean Cleary qui est fondateur et vice-président de FutureWorld Foundation. Il vient du Royaume-Uni.

Sean CLEARY

La meilleure façon peut-être de formuler le problème est d'essayer de le replacer dans le contexte des défis auxquels nous sommes confrontés dans un monde de fragmentation. Vous avez peut-être entendu la discussion qui portait sur le futur de l'Union européenne il y a quelques heures dans la salle plénière. Aujourd'hui, 28 États, peut-être 27 après le Brexit, doivent relever le défi de définir un objectif commun sur la base d'un ensemble de valeurs communes, dans le but de s'organiser entre eux, conformément à un ensemble de normes, pour atteindre un résultat particulier concernant le monde en général.

L'Afrique est confrontée à ce défi. Comme nous le savons tous, l'Afrique compte 54 pays. C'est un continent trois fois plus grand que les États-Unis. La distance entre le point le plus au sud et le point le plus au nord est de 8 000 km. Elle se caractérise par sa diversité linguistique, sa diversité culturelle, sa diversité ethnique, et bien sûr, comme je l'ai dit auparavant, 54 États nationaux. Dans ce paramètre, il faut décider ce qu'il est possible de réaliser au niveau national, au niveau des communautés économiques régionales et au niveau de l'Union africaine. Le modérateur a très bien exposé ce point.

Il y a eu la reconstitution de la Charte de l'Union africaine et l'adoption du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) à la fin des années 1990. Il y a également eu la décision d'encourager une meilleure gouvernance dans les États africains, à travers le mécanisme africain d'examen par les pairs. Ce sont bien évidemment toutes des approches plus que louables pour relever ce défi. Cependant, si nous voulons aller de l'avant, il est important de comprendre ce qui contribue au succès.

Au niveau national, au niveau d'un pays, le succès peut être défini, au sens large, par (1) un degré raisonnable de sûreté et de sécurité pour les citoyens ; (2) des infrastructures physiques appropriées (eau, électricité, transport et TIC) pour permettre à l'activité économique d'avoir lieu ; (3) des investissements appropriés dans la création du capital humain à travers les services de santé et l'éducation ; et (4) des politiques qui encouragent les personnes à risquer des capitaux en quête de récompenses. Tout cela nécessite (5) des institutions fiables, solides et de confiance.

Atteindre cela dans les 54 États constitue le principal défi auquel nous sommes confrontés. Nous devons également étudier comment utiliser les organisations régionales africaines et, l'Union africaine, l'institution continentale pour permettre la croissance et le développement durable. Nous devons trouver des moyens de réaliser la quadrature de ce cercle. Si nous nous montrons honnêtes, nous savons que l'Afrique n'a pas été très bien servie, que ce soit par son passé colonial ou par les aspects de la période qui a suivi l'indépendance qui a commencé en Afrique en 1957. L'éducation n'a pas été adaptée aux objectifs. Comme nous l'avons entendu dans la salle plénière avant le déjeuner, les services de santé sont souvent en retard dans de nombreuses régions du continent, bien que d'incroyables efforts aient été accomplis. La qualité des institutions africaines elles-mêmes n'est pas toujours à un niveau acceptable.

Aujourd'hui, le continent compte 1,316 milliard de personnes. Environ 44 % résident dans des zones urbaines, et la moyenne d'âge est de 19,4 ans. Nous avons de loin la population la plus jeune au monde. D'ici 2050, si les choses continuent à peu près comme prévu, on dénombrera 2,5 milliards d'habitants, dont 60 % résideront dans des zones urbaines. Cela représente une augmentation non seulement de 1,5 milliard d'africains, mais aussi de près de 1 milliard de citadins, et la moyenne d'âge ne sera que de 24,8 ans.



Le défi concernant l'éducation, la formation et l'emploi ou d'autres opportunités économiques à travers l'entrepreneuriat, est gigantesque. C'est, me semble-t-il, là où notre attention devra être dirigée lorsque nous aborderons ce défi. Tous les indicateurs suggèrent qu'une *bonne gouvernance*, conformément aux mesures qui sont utilisées pour l'évaluer, est fortement corrélée à une meilleure performance sur l'Indice de développement humain.

Il ne fait guère de doute que la réalisation correcte de ces cinq éléments conduira à des normes plus élevées en matière d'opportunités et de bien-être pour les citoyens africains. Cependant, nous devons appréhender tout cela sérieusement et collectivement ; les gouvernements seuls ne pourront pas y arriver. Les gouvernements sont au premier plan, en tant que représentants du peuple, élus démocratiquement, dans les pays où ont lieu des élections. Néanmoins, toutes les autres parties de la société - les affaires, la société civile au sens large, les groupes religieux et autres - ont une responsabilité collective pour y parvenir. Nous devons proposer une bonne éducation, des services de santé décentes, des logements appropriés et des opportunités d'emploi et de carrière. Autrement, nous gaspillerons le dividende démographique de l'Afrique, et nous devons rendre des comptes à ceux qui nous suivent.

Robert DOSSOU

Merci, Monsieur le président Sean Cleary. Je voudrais que tous les panélistes prennent exemple sur lui et que nous respections le temps. Je vous remercie de la concision et la précision de votre exposé.